

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTCP/W/128/Rev.2

4 juillet 2001

(01-3332)

**Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence**

VUE D'ENSEMBLE DE LA LÉGISLATION NATIONALE DES MEMBRES EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

Note du Secrétariat

Révision

1. Le présent document est la version révisée du document WT/WGTCP/W/128/Rev.1, daté du 18 octobre 1999. Il a été établi pour tenir compte de renseignements additionnels communiqués par quatre délégations (Maroc, République slovaque, Thaïlande et Uruguay) après publication de la précédente version. La version initiale du document (WT/WGTCP/W/128) avait été établie en réponse à la demande formulée par le Groupe de travail à la réunion des 27 et 28 juillet 1998 (document WT/WGTCP/M/5, paragraphe 85).

2. Il convient de noter les limites inhérentes à l'approche adoptée pour établir ce document. Premièrement, comme l'ont noté certaines délégations à la réunion du Groupe de travail des 19 et 20 avril 1999 (WT/WGTCP/M/8, paragraphes 106 et 107), le document se borne à faire l'inventaire des législations nationales en matière de concurrence et, partant, il ne traite pas des politiques nationales de la concurrence qui ne sont pas fondées sur une législation de ce genre. Plusieurs membres ont fait valoir qu'un pays pouvait avoir une politique de la concurrence sans avoir de loi en la matière¹, et deux cas où la politique de la concurrence reposait sur des instruments autres qu'une loi en la matière (par exemple, une large ouverture du marché complétée, le cas échéant, par des règles sectorielles ou d'autres instruments) ont été présentés au Groupe de travail.²

3. Deuxièmement, comme le Groupe l'a stipulé dans sa demande, le document s'appuie exclusivement sur les renseignements fournis par les Membres et les observateurs dans leurs communications écrites et orales. En fait, les Membres qui ont adopté des lois sur la concurrence n'ont pas tous donné des renseignements sur leur législation. Il se peut en outre que les renseignements fournis soient incomplets car les Membres n'étaient pas tenus de suivre un modèle de présentation particulier, de sorte que leurs communications ne portaient pas nécessairement sur les mêmes sujets ou les mêmes éléments.

4. Troisièmement, il va sans dire que la synthèse présentée ci-après décrit les législations nationales de façon très succincte. Conformément aux instructions des Membres, il indique simplement si certaines pratiques (comme les restrictions horizontales ou verticales) sont visées par la législation nationale et il précise le titre de la loi, l'organisme chargé de l'appliquer, si des sanctions

¹ WT/WGTCP/2, paragraphe 46.

² Voir les documents WT/WGTCP/W/53 et WT/WGTCP/W/141 (aperçu de la politique de la concurrence de Hong Kong, Chine), WT/WGTCP/M/3, paragraphe 42 (présentation de la politique de la concurrence de Hong Kong, Chine au Groupe de travail) et WT/WGTCP/M/3, paragraphe 48 (présentation de la politique de la concurrence de Singapour).

pénales sont prévues pour la faire respecter et si les particuliers peuvent intenten une action en justice. En fait, chacune des rubriques du tableau pourrait en principe être divisée en plusieurs parties indiquant, par exemple, si l'approche adoptée à l'égard d'une pratique particulière est automatique ou basée sur la règle de raison, quels facteurs sont pris en considération pour appliquer les dispositions réglementaires pertinentes, et si une action privée ou des sanctions pénales sont prévues pour certains types d'infraction à la loi sur la concurrence, mais pas pour d'autres.

5. Quatrièmement, le tableau ci-après n'aborde pas des questions comme celle des exceptions et des dérogations à la législation nationale sur la concurrence, qui n'étaient pas traitées en détail dans la plupart des communications et qui mériteraient en tout état de cause une analyse plus approfondie (ainsi qu'il en a été convenu à la réunion du Groupe de travail des 22 et 23 mars 2001 (WT/WGTCP/M/14, paragraphe 94), une note récapitulant les renseignements communiqués au Groupe à ce sujet sera distribuée séparément).

6. Le tableau indique simplement, par une marque (✓) dans la case correspondante, si, d'après les renseignements communiqués, les points mentionnés sont traités dans la législation des Membres. Il ne fait pas de distinction entre les cas où la disposition en question est d'application générale et ceux où elle ne s'applique que partiellement (c'est-à-dire dans un sous-ensemble de situations).

VUE D'ENSEMBLE DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

Membres/ observateurs	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé d'appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions				
Afrique du Sud	Loi sur la concurrence n° 98 de 1998	✓	✓	✓	✓	Commission de la concurrence Tribunal de la concurrence Cours d'appel pour les questions de concurrence	✓	✓	✓
Argentine	Loi n° 22.262 (1980)	✓	✓	✓		Commission nationale de défense de la concurrence			
Australie	Loi sur les pratiques commerciales (1974)	✓	✓	✓	✓	Commission australienne de la concurrence et de la consommation	✓ (en particulier par l'intermédiaire du Conseil national de la concurrence)	✓ ⁶	
Bolivie	Code de régulation du marché (projet de loi qui n'a pas encore été approuvé par le Congrès)	✓	✓	✓	✓	INPROCOP (Institut national pour la protection des consommateurs, de la concurrence et de la propriété industrielle) ⁷			

³ Par promotion de la concurrence on entend les activités menées par les services d'un organisme chargé de la concurrence ou d'une autorité apparentée pour influencer sur l'élaboration et/ou la mise en œuvre des politiques gouvernementales, des lois ou des décisions administratives affectant la concurrence.

⁴ On suppose que les lois nationales sur la concurrence prévoient toutes des voies de recours civiles (non pénales); c'est pourquoi il n'en est pas expressément question ici.

⁵ Certaines lois nationales visent les restrictions verticales à travers des dispositions générales concernant les "restrictions à la libre concurrence", les "accords de limitation du commerce" ou les pratiques du même ordre.

⁶ Sauf en ce qui concerne la prévention des fusions.

⁷ Cet organisme sera créé après l'adoption du projet de loi.

Membres/ observateurs	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé d'appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions				
Brésil	Loi n° 8.884 (1962, modifiée en 1990 et révisée en 1994)/ Loi n° 8.137 (1990)/ Loi n° 9.021 (1995)	✓	✓	✓	✓	CADE (Conseil administratif de défense de l'économie/ SDE (Secrétariat au droit économique, Ministère de la justice)/ SEAE (Secrétariat à la surveillance économique, Ministère des finances)	✓		
Canada	Loi sur la concurrence (1986)	✓	✓	✓	✓	Commissaire à la concurrence (épaulé par les services du Bureau de la concurrence)	✓	✓	✓
Chili	Décret-loi n° 211 (1973)	✓	✓	✓	✓	Inspection nationale de l'économie Commission de décision Commission de surveillance	✓	✓ ⁸	✓
Colombie	Décret n° 2153 (1992)	✓	✓	✓	✓	Office de promotion de la concurrence	✓		

⁸ Les particuliers peuvent faire appel des décisions de la Commission de décision devant la Cour suprême.

Membres/ observateurs	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé d'appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions				
Communauté européenne et ses États membres	Dispositions pertinentes du Traité de Rome (en particulier articles 85 et 86) ⁹ et Règlement sur les fusions (1990) ¹⁰	✓	✓	✓	✓	Direction générale IV de la Commission européenne ¹¹	✓	✓ ¹²	¹³
Corée	Loi sur la réglementation des monopoles et les pratiques commerciales loyales (1980)	✓	✓	✓	✓	Commission des pratiques commerciales loyales	✓	✓	✓
Croatie (note informelle)	Loi sur la protection de la concurrence (1995)	✓	✓	✓	✓	Offre de la protection de la concurrence/ Conseil de protection de la concurrence	✓ (notamment par l'intermédiaire du Conseil de protection de la concurrence)		

⁹ Parallèlement aux dispositions du Traité de Rome, chaque État membre des CE a sa propre législation en matière de concurrence.

¹⁰ La législation de la Communauté européenne en matière de concurrence renferme aussi des dispositions concernant les aides accordées par les gouvernements nationaux (articles 92 à 94 du Traité de Rome).

¹¹ Chaque État membre des CE a sa propre autorité de la concurrence.

¹² Devant les tribunaux nationaux.

¹³ La législation sur la concurrence de la Communauté européenne et de ses États membres prévoit, dans la plupart des cas, des sanctions administratives, plutôt que des sanctions pénales. La législation du Danemark prévoit des sanctions pénales.

Membres/ observateurs	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé d'appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions				
États-Unis	Loi Sherman (1890), Loi Clayton (1914), Loi sur la Commission fédérale du commerce (1914), Loi Robinson-Patman (1936), Loi Hart-Scott-Rodino (1976), Loi sur la coopération et la production nationales (1984, 1992)	✓	✓	✓	✓	Commission fédérale du commerce/ Division antitrust du Ministère de la justice	✓	✓	✓
Hongrie	Loi sur l'interdiction des pratiques commerciales déloyales et restrictives (Loi n° LVII de 1996)	✓	✓	✓	✓	Office de la concurrence	✓		
Inde	Loi sur les monopoles et les pratiques commerciales restrictives (1969, modifiée en 1991)	✓	✓	✓	✓	Commission MRTP			
Japon	Loi antimonopole (1947)	✓	✓	✓	✓	Commission des pratiques commerciales loyales	✓	✓	✓
Kenya	Loi sur les pratiques commerciales restrictives, les monopoles et le contrôle des prix (1989)	✓	✓	✓	✓	Commission des monopoles et des prix			✓
Maroc	Loi sur la liberté des prix et la concurrence	✓		✓	✓	Commission de la concurrence			✓
Mexique	Loi fédérale sur la concurrence (1993)	✓	✓	✓	✓	Commission fédérale de la concurrence	✓		

Membres/ observateurs	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé d'appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions				
Norvège	Loi sur la concurrence (1993)	✓	✓	✓	✓	Office de la concurrence	✓	✓	✓
Nouvelle- Zélande	Loi de 1986 sur le commerce; Loi de 1986 sur les pratiques commerciales loyales	✓	✓	✓	✓	Commission du commerce	¹⁴	✓	
Pérou	Décret-loi n° 701 (1991)	✓	✓	✓		INDECOPI (Institut national de défense de la concurrence et de protection de la propriété intellectuelle)	✓	✓	
Pologne	Loi de février 1990 sur la lutte contre les pratiques monopolistiques et la protection des intérêts des consommateurs	✓	✓	✓	✓	Office de la concurrence et de la protection des consommateurs	✓		
République slovaque	Loi sur la protection de la concurrence économique	✓	✓	✓	✓	Bureau antimonopole	✓	✓	
République tchèque	Loi n° 63/1991 Coll. sur la protection de la concurrence, modifiée par les Lois n° 495/1992 Coll. et 286/1993 Coll.	✓	✓	✓	✓	Office de protection de la concurrence	✓	✓	
Roumanie	Loi sur la concurrence (1996)	✓	✓	✓	✓	Office de la concurrence/ Conseil de la concurrence	✓	✓	✓

¹⁴ D'autres organismes gouvernementaux s'occupent de la promotion de la concurrence.

Membres/ observateurs	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé d'appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions				
Suisse	Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (1995)	✓	✓	✓	✓	Commission de la concurrence	✓	✓	✓
Thaïlande	Loi sur la concurrence (1999)	✓	✓	✓	✓	Commission de la concurrence	✓	✓	✓
Tunisie	Loi sur la concurrence n° 91-64, modifiée par la Loi n° 93-83 et par la Loi n° 95-42	✓	✓	✓	✓	Directeur général de la concurrence et du commerce intérieur Conseil de la concurrence Tribunaux	✓	✓	✓
Turquie	Loi n° 4054 (1994)	✓	✓	✓	✓	Office de la concurrence	✓	✓	✓
Uruguay	Loi régissant la protection de la concurrence	✓	✓	✓					
Venezuela	Loi sur la promotion et la protection de la libre concurrence (1992)	✓	✓	✓	✓	PRO-COMPETENCIA (Direction générale de la promotion et de la protection de la libre concurrence)	✓		